

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

VIETNAM—LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE
PROVISOIRE ET L'AIDE HUMANITAIRE OFFERTE PAR LE
CANADA

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Ma question, monsieur l'Orateur, s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement canadien a-t-il fait savoir au Gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam qu'il accorderait son aide humanitaire à toutes les victimes de la guerre où qu'elles se trouvent au Vietnam, afin que le pont aérien pour le transport des orphelins et des enfants cesse d'être considéré comme le principal instrument de notre aide? Le cas échéant, quelle a été la réponse du GRP?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas communiqué avec le GRP à ce sujet. Nous n'avons pas établi de relations diplomatiques ou autres avec le GRP. Nous avons recours aux agences internationales reconnues, et ces organismes nous permettent d'assurer une aide humanitaire aux régions qui en ont besoin dans ce pays déchiré par la guerre. Je ne crois pas que l'approche suggérée s'impose dans les circonstances.

VIETNAM—LA POSSIBILITÉ DE NOMINATION D'UN
COORDINATEUR DES SECOURS

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Comme le gouvernement canadien recourt volontiers aux agences internationales, et surtout aux Nations Unies, a-t-il désigné un coordonnateur de l'aide humanitaire au Vietnam afin que le gouvernement de ce pays, quel qu'il soit, sache que nous sommes disposés à dépenser les 6.25 millions de dollars annoncés précédemment en faveur de la population du Vietnam, et cette aide sera-t-elle augmentée?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): En ce qui concerne la deuxième partie de la question, j'ai dit, en annonçant une aide de 6 millions de dollars et plus, que nous tâchions d'évaluer les besoins actuels et futurs, et il se pourrait que l'on nous demande d'accroître cette aide.

Pour ce qui est de la première partie de la question je ne vois pas de raison pour l'instant de désigner un coordonnateur de cette aide. Nous sommes en rapport avec les organismes internationaux, et si une nouvelle approche se révèle nécessaire, nous y songerons, mais, d'ici là, nous répartissons notre aide le plus efficacement possible.

VIETNAM—L'OFFRE D'AIDE DE CANADIAN FRIENDS OF
CHILDREN OF VIET NAM—LES INTENTIONS DU
GOUVERNEMENT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre a été informé, soit par son ministère soit directement par le Canadian Friends of Children of Viet Nam, que cet organisme s'est maintenant engagé à fournir par l'intermédiaire d'autres organismes cent tonnes d'aliments déshydratés qui peuvent être expédiés par les lignes commerciales aériennes à Hong Kong puis par des avions militaires spéciaux au

Questions orales

Vietnam. Le ministre est-il au courant de cela et a-t-il rejeté la suggestion de cet organisme de Toronto?

● (1430)

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il faudrait que je vérifie auprès de cet organisme, mais dans les circonstances actuelles, il est préférable d'envoyer de l'aide sous forme d'argent. En général, nous recommandons aux citoyens d'envoyer de l'argent parce que c'est sûrement une forme d'aide plus mobile et qui permet de faire face à la situation plus rapidement. Dans certains cas, il est difficile d'assurer un transport économique et il arrive parfois que le coût du transport égale ou dépasse la valeur de l'aide matérielle offerte. Dans le cas présent, je vérifierai les détails et je verrai ce qu'on peut faire.

M. Woolliams: Une autre question, monsieur l'Orateur. Je comprends la réponse du ministre. En étudiant cette question, peut-être pourrait-il examiner avec soin la suggestion de cet organisme, qui a déjà obtenu l'accord de trois compagnies aériennes qui sont prêtes à transporter ces aliments à Hong Kong, d'où ils pourraient être transportés au Vietnam par des avions militaires. Son ministère s'est-il opposé de quelque façon à cette suggestion parce que ce sont les Américains qui utilisent ces avions militaires?

M. MacEachen: Non, monsieur l'Orateur, cela n'entretrait pas du tout en ligne de compte. Le député a fait une suggestion et je peux l'assurer qu'elle recevra toute l'attention voulue.

* * *

[Français]

LES INONDATIONS

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION MIXTE
INTERNATIONALE AU SUJET DU RICHELIEU ET DU LAC
CHAMPLAIN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

A la suite du rapport de la Commission mixte Canada-États-Unis pressant les gouvernements de ces deux pays d'agir rapidement afin de mettre un terme aux dommages causés le long de la rivière Richelieu et sur les bords du lac Champlain, le ministre est-il intervenu au sein du cabinet ou auprès de l'un ou l'autre des ministères concernés dans cette affaire, pour donner suite à ce rapport, et travaille-t-on dans cette affaire de concert avec le Québec, qui a subi en 1972 des pertes de 1 million et demi de dollars?

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je sais que la Commission mixte internationale a terminé ses études au sujet de la rivière Richelieu dont le cas intéresse les deux pays. Pour pouvoir donner une réponse plus sûre, j'aimerais étudier plus à fond la deuxième partie de la question.

[Français]

M. Wagner: Monsieur l'Orateur, je désire poser une dernière question supplémentaire au ministre de l'Environnement.